

LIBAN

Un rendez-vous manqué à Beyrouth pour les négociateurs arabes

Par Suzanne BAAKLINI | 19/08/2009



De gauche à droite : Waël Hmaidane, Katherine Watts, Naji Kodeih, modérateur, Haitham Bachawaty, représentant syrien, et Ayssar al-Tayeb, représentant saoudien. -

CHANGEMENT CLIMATIQUE L'atelier de travail organisé par un rassemblement d'ONG arabes hier au Bristol visait principalement à réunir des négociateurs de divers pays arabes en vue de concevoir une position commune en prévision du sommet de Copenhague sur le changement climatique. Seuls deux représentants ont fait le déplacement.

Pourquoi les nombreux négociateurs arabes invités ont-ils décommandé à la dernière minute leur venue au Liban et leur participation au congrès de trois jours, et ce sous divers prétextes ? Indifférence ou pressions politiques ? Personne n'était en mesure de le confirmer hier, même si la perspective d'une position arabe commune semblait de plus en plus lointaine. Toutefois, la présence de deux négociateurs chevronnés de Syrie et d'Arabie saoudite, et de plusieurs experts et représentants d'organisations écologiques des pays arabes a conféré de la profondeur aux discussions qui ont abordé les aspects scientifique, mais aussi social et politique des débats menés actuellement sur le sujet.

Le congrès, qui se poursuit aujourd'hui, est organisé par le Réseau arabes d'ONG sur le développement (ANND), la Ligue des militants indépendants (IndyAct), l'Organisation arabe pour l'assistance administrative (Arado) et l'Alliance arabe pour le climat. Un représentant du ministère de l'Environnement, Géryàs Berari, était présent à la séance d'inauguration, mais n'a pas assisté aux autres sessions.

Souvent accusée, notamment par IndyAct, de freiner les négociations pour des intérêts économiques liés à l'exportation de pétrole, l'Arabie saoudite, de par son représentant, Ayssar Ahmad al-Tayeb, a répondu à ses détracteurs, suscitant un débat qui s'est prolongé. M. Tayeb, qui a participé à plusieurs négociations au nom de son pays, a révélé que durant les négociations, les pays sont en gros divisés en deux blocs : ceux développés d'une part, le G77 et la Chine d'autre part. Toujours selon le négociateur saoudien, en un an et demi de

négociations (en vue de Copenhague qui se tient en décembre), les divergences sont telles qu'aucune percée n'a eu lieu. « Si l'on veut arriver à un accord réaliste et un texte équitable, il faut oublier les détails, mais il y a assez de temps pour définir les grandes lignes, a-t-il dit. Or les divergences persistent autour de ces grandes lignes. Sans réelle entente, nous tomberons tous d'accord sur des textes qui comporteront assez d'ambiguïté pour ouvrir la voie aux interprétations de chaque pays. »

Pour les pays en développement, selon M. Tayeb, ces grandes lignes consistent en l'aide financière apportée par les pays développés (« au moins 160 milliards de dollars par an pour l'adaptation, pas seulement la réduction des émissions ») et le transfert des technologies. « Jusque-là, rien que des promesses liées à un développement du marché de carbone », a-t-il ajouté.

Interrogé sur les divergences au sein même du G77, où tous les pays n'ont clairement pas les mêmes intérêts que ceux de l'OPEC, M. Tayeb s'est étendu sur les États qui ont le droit de choisir, parmi les politiques proposées, celles qui correspondent le mieux à leurs moyens, s'élevant contre l'hypocrisie d'États « qui soutiennent le charbon mais pointent le pétrole du doigt ». Ce à quoi un autre intervenant a relevé « la complicité qui a toujours existé entre les exportateurs de pétrole et les pays producteurs d'automobiles », terme remplacé par « coopération » par le représentant saoudien. En réponse à d'autres questions, celui-ci a précisé que le royaume wahhabite développe actuellement une infrastructure universitaire qui devra se charger d'aller de l'avant dans la production d'énergie solaire et a assuré que des efforts sont déployés pour parvenir à une position arabe commune.

« Un deal pour une hausse maximale de 2 degrés »

L'Arabie saoudite prend au sérieux les négociations autour du climat parce qu'« elle est autant affectée par le problème que par la solution », la Syrie aussi parce qu'elle a déjà constaté les effets dévastateurs du phénomène chez elle (notamment la pénurie d'eau), ainsi que l'ont assuré les représentants des deux pays. Mais ils ne seront pas les seuls à être touchés, loin de là. Dans son intervention, Georges Nasr, professeur à l'Université libanaise (UL), a beaucoup parlé de la hausse du niveau de la mer, causée, dans un premier temps, par la fonte accélérée - selon les études les plus récentes - des glaciers du Groenland, ce qui serait un désastre pour le delta du Nil ou la côte libanaise par exemple. « La solution ne doit pas être seulement technologique, mais aussi fondée sur des politiques », a-t-il dit.

L'extrême gravité et célérité du changement climatique tel que déjà observé actuellement dans le monde a une fois de été soulevée par Waël Hmaïdane, directeur exécutif d'IndyAct. « Pour la société civile, les pays développés doivent réduire de 40 % leurs émissions d'ici à 2020, et de 95 % d'ici à 2050 », a-t-il précisé, évoquant les négociations. Quant à Katherine Watts, représentante du Fonds mondial pour la vie sauvage (WWF), elle insiste qu'« il est important de parvenir, à Copenhague, à un deal qui nous permette de rester en deçà d'une hausse de 2 degrés » de la température de la Terre.

Apportant une dimension quelque peu philosophique au débat, Habib Maalouf, journaliste et président du Parti libanais de l'environnement (LEP), a estimé qu'il ne sert à rien d'entreprendre une quelconque action tant que, dans l'économie mondiale, la conception du développement qui a mené à cette situation reste inchangée, plaidant pour un progrès au niveau des énergies alternatives. Toujours sur le plan de l'économie mondiale, Kinda Mohammadié, de l'ANND, a disséqué les grandes conventions régissant le commerce mondial, soulignant qu'aucune étude n'a encore montré son impact sur le changement climatique. Elle a mis en garde contre des mesures d'État pour soi-disant se protéger du changement climatique et qui viseraient en réalité à empêcher des pays en développement d'exporter leurs produits.